

# Armée : la politique de défense ne fait plus recette

Autor(en): **Dépraz, Alex**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1632

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013392>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# La politique de défense ne fait plus recette

**Tant que le mur de Berlin tenait debout, chaque citoyen savait que notre politique de défense s'enracinait dans le concept de réduit national. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, les menaces sont plus insaisissables. L'intérêt pour la chose militaire diminue, surtout en Suisse romande. Un constat paradoxal à l'heure où l'armée vit sa plus profonde remise en cause.**

Des militaires suisses sont pour la première fois officiellement engagés sur un autre continent, en Indonésie, pour faire face aux conséquences du raz-de-marée. Un contingent pouvant être porté à 6 500 hommes appuie cette semaine la police grisonne pour que le Forum de Davos se déroule dans un calme alpin. Les représentations étrangères à Berne ou à Genève sollicitent de plus en plus l'armée suisse pour des missions de surveillance. Si les importantes chutes de neige de ces derniers jours devaient provoquer des avalanches, tous les regards convergeraient certainement vers Christophe Keckeis. Parallèlement, des milliers de citoyens conscrits sont toujours convoqués pour des tâches militaires plus traditionnelles. Les «cours de répétition», s'ils ont changé de nom, ne sont pas morts avec Armée XXI. Au contraire, ils ont retrouvé leur rythme annuel et constituent toujours partiellement en des entraînements au combat.

Cette multiplication des tâches intervient paradoxalement à un moment où le Parlement vient d'opérer des coupes sans précédent dans le programme d'armement 2005. Non aux nouveaux chars démineurs, non aux

avions de transports. Et Samuel Schmid doit annoncer plus de mille licenciements après le nouveau plan de stationnement de l'armée. Faire plus avec toujours moins: la tâche du patron de l'armée paraît se résumer à cette équation impossible. Dur pour le moral des troupes.

## Un débat muet

Une nouvelle définition de la politique de sécurité (que doit faire l'armée?) devient donc incontournable avant même de débattre de l'avenir de la conscription obligatoire. C'est là que le bât blesse. Le temps où les ténors politiques romands - à l'image d'un Georges-André Chevallaz - se profilaient sur les questions militaires paraît révolu. Le débat sur la politique de sécurité recèle pourtant tout ce qu'il faut d'ingrédients pour titiller les esprits, même les plus réfractaires: une bonne dose de réalisme pour analyser les menaces de l'après 11 septembre 2001, une pincée d'égalitarisme pour repenser le rôle des femmes dans la politique de défense, une couche de nationalisme pour épicer le débat sur une des institutions qui a sans nul doute façonné le pays et à laquelle les citoyens sont

malgré tout plus attachés qu'on ne l'imagine. Il n'est jamais évident de défaire les mythes.

Dans ce contexte, la gauche n'échappe pas non plus à une nouvelle discussion de ses principales thèses sur le sujet (cf. référence). En 2001, s'il continuait à critiquer la nécessité même d'une armée suisse, le PSS mettait l'accent sur la participation des militaires à des opérations internationales de maintien de la paix. Aujourd'hui, on s'aperçoit que notre armée aurait besoin de moyens supplémentaires pour mener à bien ce type de missions. Faut-il augmenter les budgets? De même, il est permis de douter que les 15 000 militaires contractuels proposés par le PSS suffiraient pour assumer toutes les missions que l'on confie à l'armée. Dans ce débat aussi, il sera nécessaire de faire entendre d'autres voix que les sirènes du repli sur soi identitaire. *ad*

Thèses du PS suisse: «La politique de paix et de sécurité de la Suisse au début du XXI<sup>e</sup> siècle», adoptées le 8 décembre 2001 par l'assemblée des délégués du PSS à Winterthour.

[al.sp-ps.ch/data/Pospap-fj011208\\_Theses\\_Paix\\_et\\_Securite.pdf](http://al.sp-ps.ch/data/Pospap-fj011208_Theses_Paix_et_Securite.pdf)

## OMC (suite)

### Les services d'abord, l'agriculture ensuite

Au cours des négociations, Berne devra aussi répondre aux demandes de libéralisation formulées par d'autres pays. Ainsi, sous pression de Vivendi et autres Lyonnaise des Eaux, Bruxelles demande une libéralisation de la distribution d'eau potable. La Suisse peut simplement dire non. Mais tout accord est le résultat d'un troc serré. Les négociateurs luttent pour des avantages ou lâchent des concessions sous l'œil ou la pression des lobbies natio-

naux. Nombre de communes et les défenseurs de la distribution publique des eaux sont montés aux barricades. En conséquence, Berne s'est formellement engagée à refuser la demande de Bruxelles et s'y tiendra.

La Suisse n'a pas déposé une offre de libération de l'enseignement, mais devra faire face, ici aussi, à plusieurs demandes. La réponse ne sera pas un non catégorique, car l'enseignement privé existe de longue date dans le pays.

Un accord AGCS sur l'enseignement, basé sur la non discrimination des concurrents étrangers, ne fera qu'entériner la situation existante. Dans ce cas également, Berne a pris l'engagement formel de ne pas toucher à l'enseignement public primaire, secondaire, supérieur et professionnel. Les partisans du bon scolaire et autres partages du financement public doivent mener un combat politique interne s'ils entendent faire triompher leur cause. Ils n'ont

rien à attendre des négociations internationales.

Les anti-, puis altermondialistes, ont sorti les négociations commerciales internationales de l'ombre où elles ont agi pendant des décennies. En Suisse, les lobbies autres que économiques sont au travail. Les parlementaires interpellent le gouvernement. Ils ont montré qu'ils peuvent influencer le mandat des négociateurs. Pour autant qu'ils restent vigilants. *at*